

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAT Nitrogen France SAS

Usine de Grandpuits
CS 20798
77720 Mormant

Références : E/24-2056
Numéro HELIOS : 61347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 31/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur la thématique risques industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE communément appelée Usine de Grandpuits a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alcali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO₂),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par l' :

- arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention a été élaboré du fait de la présence de l'usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité.

Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022. Le périmètre associé est de 4 000 mètres basé sur la distance des effets irréversibles en cas de rupture instantanée d'un wagon d'ammoniac.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 & 55	Demande d'action corrective	1 mois
5	SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Incidents ou	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	accidents	04/06/2009, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	
8	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article Annexe confidentielle	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations d'expéditions d'ammoniac et voies ferrées dans l'emprise du site	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.3.1 & Annexe I.1	Sans objet
3	Installations d'expéditions d'ammoniac et voies ferrées dans l'emprise du site	Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 9	Sans objet
4	Dispositions générales de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection s'est focalisée sur le poste de chargement/déchargement de wagons d'ammoniac.

L'Inspection a constaté que l'exploitant n'était pas en mesure d'assurer le bon fonctionnement d'une mesure de maîtrise des risques (MMR). À ce titre, l'Inspection propose à M. le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les opérations nécessaires au bon fonctionnement de sa MMR. Par ailleurs, au moment de l'inspection, l'exploitant n'avait pas porté à la connaissance du Préfet la modification d'exploitation de ses installations. À ce titre, et à la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection le 23 juillet 2024 une mise à jour de son analyse des risques, et a montré que l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/78 du 19/10/2018 encadrerait toujours l'exploitation de ses installations.

L'Inspection est également revenue sur les incidents survenus au mois de juin 2024 et notamment sur le rejet d'ammoniac issu de l'unité d'alcali. À ce titre, l'Inspection propose à M. le Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant **de lui transmettre une analyse sur les causes profondes tant techniques qu'organisationnelles ayant conduit aux événements des 17 et 19 juin 2024.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 & 55
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrises des risques
Prescription contrôlée : <u>Article 54 :</u> [...] B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures. <u>Article 55 :</u> Surveillance et réseau de détecteurs. A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées. [...]
Constats : En salle, l'exploitant explique que les capteurs de NH ₃ situés en périphérie du site ont un seuil d'alarme haut et très haut fixés respectivement à 5 ppm et 10 ppm. En outre, les capteurs d'ammoniac situés à proximité des bras de chargement ont des seuils d'alarme haut et très haut fixés respectivement à 10 ppm et 150 ppm. L'exploitant explique qu'en complément des détecteurs NH ₃ déjà mis en place, une étude est en cours afin de déterminer si le nombre actuel de ces détecteurs est adapté au nombre de wagons d'ammoniac présents au sein de l'établissement.

Observation n°20240709-1 : L'Inspection rappelle que l'étude, afin de déterminer si le nombre de détecteurs d'ammoniac est adapté au nombre de wagons présents, devait être réalisée avant l'augmentation effective du nombre de wagons.

L'exploitant explique que les détecteurs NH₃ sont vérifiés tous les 90 jours. À ce titre, l'inspection a consulté la dernière fiche de contrôle d'un détecteur d'ammoniac situé en périphérie du site. Ce dernier contrôle était en date du 27/05/2024.

En outre, l'exploitant indique que, du fait de l'absence de production d'ammoniac, il n'effectue plus de chargement de wagons. À ce titre, il explique que les mesures de maîtrise des risques associées à cette activité ne sont plus vérifiées. Toutefois, il indique qu'elles le seront lorsque l'unité de production d'ammoniac sera de nouveau en fonctionnement, ou lorsqu'il procédera à des opérations d'empotage de wagons.

Observation n°20240709-2 : L'Inspection rappelle que l'exploitant devra procéder à la vérification des MMRi 2-MMR46 et 2-MMR47 avant de procéder à l'empotage de wagons d'ammoniac.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Installations d'expéditions d'ammoniac et voies ferrées dans l'emprise du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.3.1

Arrêté ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de chargement et déchargement

Prescription contrôlée :

Article 8.3.1 de l'AP du 04/06/2009 :

Les camions citernes, tracteurs et semi-remorques citernes doivent répondre aux règles de sécurité exigées pour le transport de matières dangereuses.

Les wagons citernes doivent répondre aux règles de sécurité exigées pour le transport ferroviaire de matières dangereuses.

Les opérations de chargement et de déchargement et les conduites à tenir en cas d'anomalie ou de déversement font l'objet de modes opératoires et de consignes diffusés auprès du personnel concerné.

Les opérations de chargement et de déchargement sont réalisées par deux personnes dûment formées pour ces opérations, qui ont lieu sous la responsabilité d'un agent de maîtrise.

Ces modes opératoires et consignes doivent notamment préciser pour les opérations de dépotage :

- les vérifications à effectuer sur l'état des matériels (poste et camion-citerne ou wagon-citerne) ;
- l'ordre des opérations de dépotage.

Les personnes présentes au dépotage doivent disposer, lors des opérations, de masques respiratoires adaptés. Ces matériels doivent être entretenus et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être familiarisé à leur emploi.

Ne doivent être chargés que les camions-citernes d'ammoniac pour lesquels la livraison est accompagnée d'un bulletin précisant le dernier produit chargé. Avant chaque chargement, l'exploitant vérifie la compatibilité de l'ammoniac avec le dernier produit chargé dans la citerne. L'exploitant contrôle, avant chaque chargement, l'atmosphère gazeuse pour les wagons citernes qui ont fait l'objet d'opérations d'entretien ou de réparation.

Les trajets que doivent suivre les différents approvisionnements font l'objet de la remise à chaque conducteur d'un schéma de circulation dans l'usine avec indication de la destination par le gardien.

Des procédures de contrôle doivent permettre de vérifier que les consignes précitées sont correctement et strictement suivies.

Annexe I-1 de l'AM du 26/05/2014 :

Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

Constats :

L'exploitant explique que le dépotage d'un wagon se fait par binôme d'opérateurs formés sous la supervision d'un agent de maîtrise. Lors de la visite du site, l'Inspection constate que le dépotage d'un wagon se fait avec la présence de 2 opérateurs. L'agent de maîtrise explique contrôler les check-lists renseignées par les opérateurs à chaque étape entre la réception du wagon plein et la fin du dépotage.

À ce titre, l'agent de maîtrise a présenté les check-lists renseignées par les opérateurs et associées à la réception du wagon ainsi qu'à son dépotage. L'Inspection a également constaté que l'opérateur intervenant au niveau du wagon était équipé d'EPI spécifiques tels que mentionnés dans la check-list « Dépotage d'un wagon ».

L'agent de maîtrise indique procéder à un audit des opérateurs intervenant auprès des wagons une fois par mois. L'Inspection a consulté le dernier audit datant de 2024 dans lequel est mentionné le contrôle des points listés dans la check-list ainsi que la formation initiale de l'opérateur.

L'agent de maîtrise indique que la formation initiale d'un opérateur contient une partie théorique et une partie technique. Après validation de cette formation initiale, l'opérateur travaille en binôme avant d'évoluer seul.

L'exploitant explique que les audits mensuels font office de recyclage.

L'exploitant indique en outre que les conducteurs de locomotives sont des prestataires externes. Toutefois, l'exploitant connaît le nom du conducteur en amont de la livraison du train. L'exploitant peut ainsi autoriser l'accès au site au conducteur. L'exploitant explique que cette approche est bien plus compliquée à mettre en place pour les chauffeurs de camions.

L'exploitant a cependant présenté à l'Inspection le protocole permettant au chauffeur de camions d'accéder aux installations pour livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations d'expéditions d'ammoniac et voies ferrées dans l'emprise du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de collecte d'ammoniac aux postes de dépotage

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 8.3.5 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 142 du 4 juin 2009 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Des mesures sont mises en place pour permettre de détecter toute fuite anormale d'ammoniac au niveau du réseau de purge des postes de chargement. Les alarmes de ce dispositif sont reportées en salle de contrôle.

Les postes de chargement déchargement des wagons d'ammoniac disposent de zones de collecte devant les quais, destinées à accueillir les écoulements accidentels et à limiter la surface de la nappe formée au sol. Ces aménagements peuvent être réalisés à partir de bordures et de surélévations au niveau des voies de circulations concernées (ralentisseurs).

Ces zones sont aménagées de manière à collecter l'ammoniac liquide vers le bassin des eaux de surface (BES) de manière passive (sans nécessité d'intervention humaine). Une pente est ainsi aménagée afin de permettre une collecte en point bas par des caniveaux ou des regards.

Le réseau de collecte vers le BES est aménagé afin de limiter autant que possible l'évaporation de la nappe, en privilégiant notamment des réseaux enterrés.

Les postes de chargement et les zones de collecte sont couverts par un réseau de détecteur d'ammoniac. L'exploitant est en mesure d'en justifier le nombre et l'implantation.

L'exploitant définit par procédure la conduite à tenir en cas de déversement d'ammoniac dans le BES (détection, gestion des eaux polluées, impact sur les modalités d'exploitation, etc..).

Constats :

Post inspection, l'exploitant a transmis la dernière fiche de vérification datant du 15/05/2024 du détecteur de fuite d'ammoniac localisé au niveau du réseau de purge du poste de chargement wagons vu lors de la visite du site.

L'Inspection a constaté que la fréquence de vérification de ce détecteur était fixée à trois mois. L'exploitant indique que les seuils d'alarme haut et très haut sont fixés respectivement à 10 et 150 ppm pour les capteurs situés à proximité des aires de chargement wagons. Ces alarmes sont fixées à 5 et 10 ppm pour les détecteurs situés en périphérie du site.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence d'une zone aménagée permettant la

collecte des écoulements accidentels d'ammoniac.

Selon l'exploitant, un réseau permet l'écoulement, depuis la zone de chargement vers le bassin des eaux de surface, de l'ammoniac déversé accidentellement.

En outre, cette prescription fera l'objet d'une fiche de constat dans le rapport de l'inspection sur la thématique eau réalisée le 18/07/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrises des risques

Prescription contrôlée :

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

[...]

Constats :

En salle, l'Inspection demande à connaître les éléments constitutifs de la séquence S502 qui correspond à la sécurisation des quais de chargement. L'exploitant explique qu'il y a un asservissement entre le capteur d'ammoniac avec la fermeture d'une vanne, avec la présence d'une soupape d'expansion thermique installée sur la tuyauterie. L'EDD mentionne en effet que les tronçons de canalisations susceptibles d'être affectés par un phénomène d'expansion thermique de l'ammoniac liquide ont été équipés de soupapes d'expansion thermique.

Post inspection, l'exploitant a transmis le compte-rendu de la dernière vérification du capteur d'ammoniac dont la fréquence de vérification est fixée à 3 mois (cf. Fiche n°2).

L'exploitant a présenté le plan détaillé des tuyauteries 51-202-1 situées entre les quais de chargement et les sphères. Les soupapes étaient bien illustrées sur ce plan. L'exploitant indique que les soupapes sont contrôlées tous les 6 ans.

L'exploitant présente, à la demande de l'Inspection, le PV de réception de la soupape d'expansion thermique, ainsi que le PV d'essai datés respectivement le 02/11/2022 et le 20/10/2022.

N° 5 : SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

Constats :

L'étude de dangers indique que les opérations de chargement et de déchargement d'ammoniac nécessitent une surveillance accrue. À ce titre, l'exploitant explique qu'en premier lieu, une vérification visuelle des équipements est réalisée par les opérateurs ; et que les opérations de déchargement sont réalisées selon la procédure écrite « EXP 3/068-HSE : Dépotage d'un wagon d'ammoniac » (cf. fiche de constat n°2).

L'exploitant explique que la maintenance de ces bras de chargement se fait selon les prescriptions du constructeur. Les interventions sont réalisées par le SIR. En cas d'anomalie, le service exploitant renseigne l'outil informatique SAP afin que celle-ci soit traitée par une société de maintenance.

Selon l'exploitant, les flexibles sont contrôlés avant utilisation par l'opérateur. S'il constate un défaut ou une fatigue du gainage, une notification est faite dans l'outil informatique SAP afin que ce flexible soit remplacé. En outre, l'exploitant explique que si un problème de nature quelconque survient sur un quai de chargement, celui-ci est condamné jusqu'à remise en conformité.

L'exploitant indique en outre que les opérateurs, lors des phases de dépotage, vérifient l'intégrité des coudes. Cependant lors de la visite du site, l'Inspection a consulté la check-list associée au wagon dépoté (cf. fiche de constat n°2) et n'a pas consulté celle associée à la vérification du bras de chargement.

Post-inspection, l'exploitant explique qu'il ne dispose pas d'une check-list spécifique assurant un contrôle visuel du bras de chargement par l'opérateur avant de procéder au dépotage du wagon. L'exploitant indique en particulier, que le bon fonctionnement du bras de chargement est vérifié lorsque celui-ci est chargé en ammoniac et que l'opérateur ne constate pas de fuite.

Non-conformité n°20240709-1 : L'exploitant ne dispose pas d'une procédure ou consigne permettant aux opérateurs de tracer le contrôle visuel réalisé sur le bras de chargement avant le dépotage/empotage d'ammoniac. Ainsi, a posteriori de ce contrôle, il n'existe pas d'information permettant de garantir le bon état du bras de chargement avant que celui-ci ne soit utilisé pour du dépotage/empotage d'ammoniac.

Par ailleurs, l'exploitant explique que l'opérateur en charge de l'accrochage et du déplacement des wagons au sein de l'établissement reçoit une formation par une société extérieure, ainsi qu'un recyclage tous les 5 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Évènement Redouté n°2-53

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude

de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'Inspection s'est limitée aux événements redoutés centraux issus du volume 2 de l'étude de dangers et impliquant les wagons en phase de dépotage (importation de wagons d'ammoniac).

L'exploitant indique que la 2-MMR 42 n'a pas été vérifiée depuis plus de 2 ans. L'exploitant explique que lorsque l'unité de production d'ammoniac fonctionne et qu'il y a des expéditions de wagons, la 2-MMR 42 est vérifiée annuellement. Lors de l'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de garantir du bon fonctionnement de cette MMR.

En outre, les probabilités associées aux nœuds papillon de certains événements redoutés centraux (ERC) ne sont plus adaptées au fonctionnement actuel de l'usine, notamment à cause du nombre de wagons dépotés annuellement.

Post-inspection, l'exploitant a transmis une analyse des risques portant sur le mode d'exploitation actuel du site, à savoir, l'import de wagons d'ammoniac en vue du remplissage des 2 sphères de stockage alimentant les unités de production aval. Les probabilités associées aux ERC concernés par ces modifications d'exploitation ont été modifiées.

Enfin, l'Inspection a constaté que la fréquence de vérification de certains instruments enregistrés

dans un fichier pouvait être erronée.

L'Inspection a relevé pour cette prescription 1 observation et 1 non-conformité (cf. annexe confidentielle).

Pour la non-conformité n°20240709-2, l'Inspection propose au Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les opérations nécessaires au bon fonctionnement de la 2-MMR 42.

En outre, pour les incidents survenus les 17 et 19 juin 2024 (cf. Fiche de constat n°7), l'Inspection a relevé 2 non-conformités relatives au bon fonctionnement et à l'efficacité à tout instant et sur toute la chaîne (capteur, organe de contrôle/commande, actionneur, alarme...) d'une mesure de maîtrise des risques et de barrières dont les vannes défectueuses sont des éléments constitutifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Inspection a été informée le 17 juin 2024 du déclenchement ce même jour d'une séquence de mise en sécurité au sein de l'unité de production d'acide nitrique.

L'exploitant a transmis le 8 juillet 2024 un rapport présentant les circonstances et l'analyse de l'évènement ainsi que des mesures prises pour éviter que l'incident ne se reproduise.

L'Inspection a été informée par ailleurs par courriel du 20 juin 2024 d'un rejet d'ammoniac dans l'air, au niveau de l'unité d'alcali le 19 juin 2024, d'une durée de 30 minutes.

L'exploitant a transmis un rapport le 5 juillet 2024 présentant les circonstances et l'analyse de

l'évènement ainsi que des mesures prises pour éviter que l'incident ne se reproduise.

Au travers de ces 2 rapports et après échange avec l'exploitant, l'Inspection a relevé 4 observations, 2 non-conformités et émet 2 demandes concernant ces 2 événements (cf. Annexe confidentielle).

Pour les non-conformités n°20240709-5 et n°20240709-6, l'Inspection propose au Préfet de Seine-et-Marne de mettre en demeure l'exploitant de lui transmettre une analyse sur les causes profondes tant techniques qu'organisationnelles ayant conduit aux incidents des 17 et 19 juin 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective , Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, Annexe confidentielle

Code de l'environnement, Article R.181-46

Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Prescription contrôlée :

Annexe confidentielle de l'arrêté préfectoral du 19/10/2018 :

Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Précisions concernant la nature des installations listées à l'article 3 du présent arrêté et remplaçant les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 142 du 4 juin 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

(cf. Annexe confidentielle)

Article R.181-46 du Code de l'environnement :

[...]

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'établissement respectait les quantités d'ammoniac autorisé par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 (cf. paragraphes ci-dessous).

Une demande augmentation du nombre de wagons a été portée à la connaissance du Préfet en avril 2023. Cette demande correspondait à une configuration d'exportation de wagons d'ammoniac du fait du fonctionnement de l'unité de production de NH_3 .

Lors de l'inspection du 9 juillet 2024, l'exploitant explique que l'unité de fabrication d'ammoniac est à l'arrêt. Aussi, pour que les unités aval puissent fonctionner, l'exploitant importe de l'ammoniac par wagons.

Cependant la demande d'augmentation du nombre maximum de wagons susceptibles d'être présents sur site qui a été déposée en avril 2023 n'est plus adaptée à la manière dont est exploité l'établissement actuellement. Ainsi, à la demande de l'Inspection, post-inspection, l'exploitant a mis à jour sa demande d'augmentation du nombre de wagons, en complétant son analyse des risques en spécifiant qu'il s'agissait d'une augmentation temporaire. Cette demande a été transmise à l'Inspection le 23 juillet 2024.

En outre, selon la circulaire BRTICP/2008-351/CBO du 17 juillet 2008, des stockages mobiles de produits dangereux sont considérés comme quasi-permanents dès lors qu'ils sont présents sur site au moins la moitié des jours d'une année calendaire. À ce titre, leur capacité doit être prise en compte dans le classement administratif des ICPE. À l'inverse, la circulaire BRTICP/2008-351/CBO du 17 juillet 2008 stipule que si le critère de quasi-permanence n'est pas établi, alors les capacités des stockages mobiles de produits dangereux ne doivent pas être prises en compte dans le classement administratif des installations classées.

L'analyse de risques transmise le 23 juillet 2024 démontre que les dépassements temporaires des quantités de wagons autorisés par l'arrêté du 19/10/2018 s'effectueront moins de 50 % d'une année calendaire. Ainsi le caractère quasi-permanent, au sens de la circulaire sus-visée, n'est pas établi. À ce titre, l'augmentation temporaire du nombre de wagon d'ammoniac n'est pas de nature à modifier le classement du site au titre de la rubrique n°4735 de la nomenclature des ICPE, qui reste encadré par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018.

Le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte de ces modifications temporaires des conditions d'exploitation par un courrier préfectoral en date du 25 juillet 2024.

Observation n°20240709-8 : Il conviendra que l'exploitant porte à la connaissance de M. le Préfet de Seine-et-Marne toute future modification d'exploitation avant leur réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective